Commentaires sur les modifications de l'ADR

1. Vue d'ensemble

Les propositions de modifications pour l'ADR comprennent plus de 90 pages (cf. Document 1.1 « modifications ADR 2017 »). Elles concernent principalement les points suivants :

- De nombreuses **modifications terminologiques et des définitions** ont été décidées.
- **Les exemptions** concernant : les combustibles utilisés durant le transport sur des véhicules ; les restrictions dans les tunnels de certaines matières infectieuses et celles dangereuses pour l'environnement ; les matières visqueuses inflammables dangereuses pour l'environnement ; l'ammoniac anhydre adsorbé ou absorbé dans un solide ; les polymères granulés ; les balles de tennis ; les matières destinées au marquage routier.
- **Les obligations des intervenants** (transporteur, remplisseur, chargeur et déchargeur), les examens pour le conseiller à la sécurité.
- **Pour les gaz :**
 - le transport de gaz chimiquement instables ;
 - la construction selon les normes édictées par l'autorité compétente des bouteilles d'acétylène avec du remplissage en matériau poreux ;
 - la périodicité des contrôles pour les récipients à gaz en matériaux composites ;
 - le contrôle du taux de remplissage et de la pression d'épreuve des gaz liquéfiés additionnés de gaz comprimés ;
 - l'application de nouvelles normes ;
 - l'obligation d'utiliser des grands emballages satisfaisant au GE II pour les déchets d'aérosols ;
 - l'introduction de la « *durée de service* » limitée à 15 ans sauf dans le cas prévu dans le modèle type et de la « *durée de vie nominale* » pour les bouteilles à gaz et tubes composites « UN » et des marquages et indications pertinentes ;
 - l'utilisation de récipients à pression non-conformes pour les détecteurs de rayonnement.
- **Prise en compte de dangers :**
 - matières qui polymérisent ;
 - la capacité des monométhylidiphénylméthanes halogénés de produire des dioxines ;
 - la toxicité pour les rubriques des Nos ONU 2977, 2978 et 2815 ;
 - la protection des citernes pour le transport de phosphore contre le risque d'inflammation.
- **Le transport d'animaux** infectés vivants et de ceux génétiquement modifiés.
- **Pour les piles au lithium :**
 - leur exemption dans le cas des productions de petites séries ;
 - l'autorisation par l'autorité compétente de celles qui risquent de réagir dangereusement ;
 - le marquage et la documentation lorsqu'elles sont exemptées et lorsqu'elles ne le sont pas ;
 - le transport d'équipement non emballé et l'apposition de marquages de taille réduite.
- **Quantités exceptées :**

les conditions d'utilisation du matériau adsorbant ont été modifiées.
- **Utilisation des emballages :**

des dispositions relatives à l'épreuve d'étanchéité ; l'utilisation d'emballages plus grands en tant qu'emballages de secours et de récipients à pression de secours plus grands.
- **Pour les explosifs :**

communication de la classification par l'autorité compétente ; présence de petites quantités de métal pour certains explosifs permise.
- **Marquage et étiquetage :**
 - l'utilisation de marquages de taille réduite ;
 - l'apposition des plaques-étiquettes si tous les compartiments du conteneur citerne ou de la citerne mobile doivent porter les mêmes plaques-étiquettes ;
 - DS363 : pour les moteurs et les machines exemptés, exigence d'un marquage et d'un document de transport selon le 5.4.1 en fonction des quantités et du type de carburant (gaz ou liquide).
- **Document de transport :**

introduction des mentions suivantes nouvelles : « Classé conformément au 2.1.2.8 » lors de classifications par l'expéditeur agréées par l'autorité compétente ; « Transport selon la disposition spéciale 363 » pour les moteurs et machines à combustion interne ; « AVEC RESIDUS [...] » pour les emballages

vides ; « Transport selon la disposition spéciale 378 » pour les détecteurs de rayonnement ; « Transport selon la disposition spéciale 310 » pour les séries de production d'au plus 100 piles et batteries au lithium et pour leur prototypes de pré-production ; indication de la date à laquelle le temps de retenue réel expire pour les conteneurs-citernes transportant des gaz liquéfiés.

- **Le transport de la neige carbonique.**

- **Prescriptions de construction et épreuves que doivent subir les enceintes de rétention :**

introduction de nouvelles normes et mise à jour de normes ; simplification des procédures pour l'agrément des modèles de colis des matières radioactives et introduction d'une nouvelle catégorie, les conteneurs pour vrac BK3.

- **Dispositions relatives au chargement, au déchargement et à la manutention :**

autorisation du chargement en commun des explosifs de mine et du nitrate d'ammonium du No ONU 3375 ; détermination de la quantité maximum d'explosif sur une unité de transport constituée de véhicules de types EX/II et EX/III ; indication du risque dû au confinement par un marquage sur les conteneurs et véhicules transportant des polymères expansibles.

- **Construction et agrément des véhicules :**

publication des lignes directrices pour remplir le certificat d'agrément ; les réservoirs de carburants des véhicules doivent être conformes aux Règlements ECE pertinentes ; autorisation des gaz comme carburants et disparition des véhicules OX.

2. Conséquences sur la protection de l'environnement et la sécurité routière

Dans l'ensemble, les modifications n'ont pas de conséquences néfastes sur la protection de l'environnement ni sur la sécurité routière. Les allègements consentis pour la traversée des tunnels avec certaines matières infectieuses et dangereuses pour l'environnement sont adéquats, étant donné que ces matières ne présentent aucun danger spécifique aux tunnels.

3. Conséquences sur l'économie

Les conséquences sur l'économie sont généralement positives. Elles dépendent fortement du domaine d'activité de l'entreprise concernée. Les soins médicaux sont facilités et ainsi améliorés, dans la mesure où le transport de matières infectieuses et dangereuses pour l'environnement n'est pas soumis à des restrictions propres aux tunnels.

Cependant, certaines dispositions sont susceptibles de générer des coûts supplémentaires (notamment un investissement initial) pour les entreprises directement concernées. Il s'agit par exemple des nouvelles étiquettes de danger n° 9A pour les piles au lithium et de l'adaptation des consignes écrites qui en découle. Pour les entreprises concernées, la modification des prescriptions relatives au transport de véhicules et de leurs équipements ainsi que de moteurs comme chargement, qui vise à une harmonisation avec les Recommandations de l'ONU (Livre orange) concernant la réglementation applicable aux véhicules et aux équipements (cf. commentaires ci-dessous relatifs au 3.3.1), pourrait impliquer certains coûts de mise en œuvre.

4. Conséquences sur les finances et les effectifs des autorités

Les modifications proposées n'ont pas de conséquences notables sur les finances et les effectifs de la Confédération ou des cantons.

5. Explications

Les présentes explications se limitent aux aspects les plus importants de ces propositions de modifications.

Modifications diverses

Introduction de différentes modifications de terminologie dans toute la réglementation : La plus importante concerne celle des concepts de « marque » et de « marquage ». Les « marques » étant les lettres, chiffres, symboles et pictogrammes qui figurent sur les emballages et les « marquages » indiquant l'action d'apposer des « marques ». Dans les textes on peut relever également les remplacements des termes suivants : « appareil » par « objet » ; « placardage » par « plaque-étiquette » lorsqu'il ne s'agit pas de l'action d'apposition d'une plaque-étiquette mais de désigner la plaque-étiquette elle-même ; « signalisation » par « , marques et les panneaux orange » (1.4.2.2.1 f) ; « aux signalisations de danger » par « au placardage, au marquage et à la signalisation orange » (1.4.3.1.1 d) ; « les signalisations de danger prescrites » par « les plaques-étiquettes, les marques et la signalisation orange » (1.4.3.7.1 f) ; « véhicule, un wagon, un conteneur, un conteneur-citerne, une citerne mobile ou un CGEM » par « engin de transport » aux endroits appropriés dans tout l'ADR.

Définitions (1.2.1)

- Modifications de définitions :

- *l'agrément unilatéral* pour les matières radioactives s'appliquera non plus pour la première Partie contractante touchée par l'envoi mais pour toute Partie contractante à l'ADR ;
- afin de les distinguer des emballages intérieurs on précise que les aérosols sont des objets.
- Les définitions nouvelles suivantes ont été adoptées : Les termes « remplisseur »/« remplissage » et « chargement »/« déchargement » ont été précisés et les fonctions des intervenants décrites au 1.4.2.

Exemptions (1.1.3.3)

Afin de permettre l'application d'une exemption également au combustible de chauffage utilisé sur les véhicules durant le transport, le terme « carburant » a été remplacé par « combustible » au 1.1.3.3.

Obligations des intervenants (1.4.2)

Le transporteur doit nouvellement s'assurer que les équipements prescrits dans l'ADR pour certaines classes se trouvent à bord du véhicule non seulement pour le conducteur mais également pour tout l'équipage (1.4.2.2.1 g)) et il doit mettre les consignes écrites tel que prévu à l'ADR à la disposition de l'équipage du véhicule (1.4.2.2.6).

Dispositions transitoires (1.6)

Les dispositions transitoires 1.6.1.20, 1.6.1.28, 1.6.1.30, 1.6.1.31 et 1.6.1.32 sont supprimées.

Conseiller à la sécurité (1.8.3)

De nouvelles exigences pour l'examen normal (1.8.3.12.2) et électronique (1.8.3.12.5) sont introduites.

Restriction dans les tunnels (1.9.5)

Etant donné que les risques présents dans les tunnels pour ces marchandises ne diffèrent pas de ceux à ciel ouvert, les restrictions dans les tunnels ont été levées pour la première rubrique du tableau A du chapitre 3.2 des matières infectieuses des Nos ONU 2814 et 2900 et pour les rubriques des marchandises dangereuses pour l'environnement des Nos ONU 3077 et 3082 (1.9.5.2.2).

Classification (Partie 2)

- Avec l'accord de l'autorité compétente, l'expéditeur peut nouvellement classer d'une autre manière des matières qui figurent nommément dans la colonne 2 du tableau A du chapitre 3.2 (2.1.2.8). Le document de transport doit dans ce cas porter la mention « Classé conformément au 2.1.2.8 » (5.4.1.1.20).
- Classe 1 : l'autorité compétente qui affecte un objet ou une matière à la classe 1 doit confirmer cette affectation au demandeur par écrit (2.2.1.1.9.1).
- Classe 2 : les gaz chimiquement instables peuvent nouvellement être transportés si la disposition spéciale « r » de l'instruction d'emballage P200 (10) du 4.1.4.1 est satisfaite (2.2.2.2.1).
- Classe 3 : les matières visqueuses qui sont à la fois inflammables et dangereuses pour l'environnement sont exemptées au 2.2.3.1.5.2 des dispositions de l'ADR lorsqu'elles satisfont à la DS375.
- Comme conséquence d'un accident en 2012 dans un conteneur maritime, 4 nouveaux Nos ONU sont créés et introduits dans la classe 4.1 pour des matières qui polymérisent ne pouvant pas être assignées à une autre classe (2.1.1.1, 2.2.41.1.1, 2.2.41.1.2, 2.2.41.1.20, 2.2.41.1.21 et 2.2.41.3). Il s'agit de matières qui polymérisent stabilisées solides (No ONU 3531) et liquides (No ONU 3532), avec régulation de température solides (No ONU 3533) et liquides (No ONU 3534). Elles sont associées avec la nouvelle définition de « *température de polymérisation auto-accélérée (TPAA)* » définie au 1.2.1 qui est déterminée de manière identique à la température de décomposition auto-accélérée (TDAA). Les conditions du contrôle de la TPAA sont décrites au 2.2.41.1.21 et les dispositions applicables sont décrites au 3.1.2.6 a). Ces matières sont soumises aux exigences de la DS386 du chap. 3.3. Celle-ci précise comment se fait le contrôle de température lorsque la stabilisation chimique n'est pas efficace et également les mesures nécessaires pour empêcher la polymérisation des rubriques qui existaient déjà dans l'ADR des gaz chimiquement instables de la classe 2 (2.2.2.2.1), 3 (2.3.2.2.2), 6.1 (2.2.61.2.1) et 8 (2.2.8.2.1).
- Classe 6.2 : Transport d'animaux infectés : Les animaux vivants intentionnellement infectés doivent nouvellement être affectés à la classe 6.2 tandis que ceux infectés non intentionnellement suivent les règlements des pays d'origine, de transit et de destination (NOTA 1 2.2.62.1.1) et le transport des animaux infectés est réglé dans un nouveau NOTA au 2.2.62.1.12.1.
- Classe 9 :
 - animaux génétiquement modifiés : Un nouveau NOTA 3 au 2.2.9.1.11 précise les conditions d'exemption des transports d'animaux génétiquement modifiés ;
 - les monométhyl-diphénylméthane halogénés qui peuvent produire des dioxines ont été introduits dans les rubriques des No ONU 3151 (liquides) et 3152 (solides).

Tableau A, Liste des marchandises dangereuses (3.2.1)

Le tableau A du chapitre 3.2 est complété et modifié en divers points : notamment, le danger de toxicité est nouvellement assigné aux matières radioactives des Nos ONU 2977 et 2978 ainsi qu'au No ONU 2815 N-Aminoéthylpipérazine.

Dispositions spéciales applicables à une matière ou à un objet particulier (3.3.1)

Diverses dispositions spéciales sont modifiées : DS188, 207, 225, 236, 310, 363, 369, 370, 376, 636, 655, 658 et 664.

- DS240, 312, 363, 385, 666 et 667 pour les *véhicules des Nos ONU 3166 et 3171* et les *moteurs et machines des Nos ONU 3528, 3529 et 3530* : Dans le but de faciliter le transport multimodal des véhicules, leur équipement, des machines et des moteurs il est prévu de les soumettre à certaines exigences lorsqu'ils sont transportés en tant que chargement :
 - a) *Les véhicules des Nos ONU 3166 et 3171* : sont définis par la DS385 et l'harmonisation en vue du transport multimodal oblige à ne plus les exempter de la réglementation (NOTA du 2.2.9.1.14). Ils sont assignés au code de classification M11 au 2.2.9.32. On a regroupé les dispositions des véhicules transportés en tant que chargement et introduit dans une nouvelle DS666 les exemptions pour les véhicules propulsés avec du gaz 1.1.3.2 b) ou avec du carburant liquide 1.1.3.3 b) et c) ainsi que les exigences pour les systèmes de stockage à hydrure métallique de la DS356.
 - La DS666 concerne les véhicules et leur équipement et traite des points suivants :
 - i. Conformité des piles au lithium (DS666, 240, 667) ;
 - ii. Agrément des systèmes de stockage à hydrure métallique (DS666 c) ;
 - iii. Pour les carburants liquides les conditions du 1.1.3.3 b) sont applicables (DS666 a) ;
 - iv. Pour carburants gazeux les conditions du 1.1.3.2 b) sont applicables (DS666 b) et le fonctionnement de l'équipement durant le transport est autorisé.
 - La DS240 distingue entre les équipements des Nos ONU 3091 et 3481 et les véhicules électriques équipés avec des batteries du No ONU 3171, dont les piles au lithium doivent satisfaire au 2.2.9.1.7. Elle inclut ceux transportés dans des emballages dont certaines parties peuvent être détachées pour tenir dans l'emballage et précise que les véhicules peuvent contenir d'autres marchandises dangereuses nécessaires à leur fonctionnement.
 - La DS312 assigne les différents types de propulsion aux différentes rubriques.
 - La DS667 définit les conditions d'exemption des piles au lithium contenues dans les véhicules.
 - b) *Moteurs et machines des Nos ONU 3528, 3529 et 3530* : Les moteurs à combustion interne ne figurent plus dans la rubrique du No ONU 3166 mais dans les nouvelles rubriques pour les moteurs et les machines des Nos ONU 3528, 3529 et 3530. La DS363 assignée à ces Nos ONU ne s'appliquera donc plus aux Nos ONU 1202, 1203, 1223, 1268, 1863 et 3475. Les moteurs et les machines qui ne sont pas transportés vides ou sans le réservoir de carburant et contiennent soit une quantité de combustible liquide ≥ 1000 l pour les Nos ONU 3528 et 3530, soit ont une contenance ≥ 1000 l pour le No ONU 3529 sont soumis à des exigences de marquage et de documentation conforme au 5.4.1 dans lequel doit figurer la mention « Transport selon la disposition spéciale 363 » (5.4.1.1.21).
- DS376 pour les piles et batteries au lithium dangereuses : Afin d'éviter des autorisations par chaque autorité compétente des pays concernés par l'envoi, la DS376 prévoit qu'il suffit qu'une seule Partie contractante définisse les conditions de transport des batteries et piles défectueuses et dangereuses.
- La DS636 précise nouvellement les conditions de transport des piles et batteries au lithium contenues dans des équipements provenant des ménages transportées en vue de leur dépollution, démantèlement, élimination ou recyclage.
- L'exemption DS658 pour les briquets (No ONU 1057) est étendue aux grands conteneurs.
- Le champ d'application de la DS310, qui exempte les séries de production d'au plus 100 piles et batteries des Nos ONU 3090 et 3480 et le transport de leur prototypes de pré-production pour être éprouvés, a été étendu aux équipements des Nos ONU 3091 et 3481 emballés selon la nouvelle P910 du 4.1.4.1 laquelle inclut également les conditions de leur transport non emballés. La DS310 prévoit nouvellement que le document de transport porte la mention « Transport selon la disposition spéciale 310 ».

Les dispositions spéciales nouvelles suivantes sont introduites :

- DS378 pour les détecteurs de rayonnement, autorise pour les gaz des Nos ONU 1006, 1013, 1046, 1056, 1065, 1066, 1956, 2036 l'utilisation de récipients à pression non rechargeables ne répondant pas aux prescriptions du chapitre 6.2 ni à l'instruction d'emballage P200 du 4.1.4.1 et prescrit d'inclure la mention « Transport selon la disposition spéciale 378 » dans le document de transport ;
- DS379 pour les Nos ONU 1005 et 3516 précise les conditions d'exemption de l'ammoniac anhydre adsorbé ou absorbé dans un solide contenu dans des systèmes de génération d'ammoniac ou des réci-

pients destinés à équiper ces systèmes utilisés en particulier pour réduire l'émission polluante de gaz NOx des véhicules ;

- DS382 pour le No ONU 2211 pour les polymères en granulés, fixe des conditions d'exemption;
- DS383 pour le No ONU 2000 pour les balles de tennis de table et
- DS668 pour les matières destinées au marquage routier transportées à chaud du No ONU 3257.

Dispositions pour les marchandises dangereuses emballées en quantités limitées (chapitre 3.4) et exceptées (chapitre 3.5)

Le matériau absorbant dans l'emballage extérieur des marchandises dangereuses en quantités exceptées (3.5.2 b)) pourra être placé non seulement dans l'emballage intermédiaire mais également dans l'emballage extérieur afin de faciliter son élimination.

Dispositions relatives à l'utilisation des emballages (chapitre 4.1)

- Pour les liquides les emballages (4.1.1.12, 6.1.1.3 et 6.1.1.4) et les GRV (6.5.4.4.2 et 6.5.4.1) peuvent nouvellement être soumis à une épreuve d'étanchéité sur la base d'un système d'assurance qualité au lieu d'épreuves sur chaque objet.
- L'utilisation d'emballages ou de grands emballages de plus grandes dimensions en lieu et place d'emballages de secours est permise au 4.1.1.19.1.
- Pour autant que leur capacité individuelle ne dépasse pas 1000 litres, il est possible d'avoir plusieurs récipients à pression dans un récipient à pression de secours, dont la capacité selon la nouvelle définition au 1.2.1 passe de 1000 l à 3000 l (4.1.1.20.2).
- 4.1.4.1 Instructions d'emballage : les instructions d'emballage suivantes ont été modifiées :
 - pour les explosifs la disposition spéciale d'emballage PP48 des instructions d'emballage P112c, P114b et P406 autorise la présence de métal en petite quantité dans des emballages ;
 - la périodicité des contrôles des récipients à pression en matériau composite n'est plus déterminée par l'autorité compétente mais est fixée à cinq ans. Elle peut être étendue à dix ans avec l'accord de l'autorité compétente ou de l'organisme désigné (NOTA au P200 3) d) et P200 9)) ;
 - les conditions pour déterminer le taux de remplissage et la pression d'épreuve des gaz liquéfiés additionnés de gaz comprimés sont au P200 e) pour les gaz et au P206 3) pour les produits chimiques sous pression ;
 - plusieurs normes nouvelles s'appliquent aux récipients à pression P200 11) ;
 - les polymères fluorés au lieu du verre est autorisée pour l'emballage pour l'acide perchlorique (PP28 dans P502) ce qui permet d'obtenir la pureté nécessaire en analyse des éléments chimiques ;
 - les équipements contenant des piles et batteries au lithium peuvent être transportés non emballés indépendamment de leur taille (P909 3) ;
 - les nouvelles instructions d'emballage suivantes ont été introduites : P005 pour les moteurs et machines des Nos ONU 3528, 3529 et 3530 ; P412 pour le No ONU 3527 TROUSSE DE RÉSINE POLYESTER, constituant de base solide ;
 - l'utilisation jusqu'au 31 décembre 2022 de grands emballages du GE III reste permise selon LP02 pour l'élimination d'aérosols (1.6.1.40) date à laquelle elle est remplacée par la nouvelle LP200 qui permet de renoncer à l'emploi d'emballage intérieur mais n'autorise l'utilisation que de grands emballages du GE II au lieu de III.

Utilisation des citernes (chapitres 4.2 à 4.4)

Pour protéger le phosphore en citerne des Nos ONU 1381 et 2447 contre le risque d'inflammation l'utilisation d'eau en plus de l'azote a été introduite et l'impossibilité de gel de l'eau doit être garantie indépendamment de la date du transport (TU16 et TU21 du 4.3.5).

Dispositions relatives à l'expédition (Partie 5)

- Si les autres marques et étiquettes prescrites au chap. 5.2 sont visibles l'apposition des marques « SU-REMBALLAGE » et le No ONU sur un suremballage n'est pas nécessaire dans le cas où les marques prescrites aux 5.2.1.3 à 5.2.1.6, 5.2.1.7.2 à 5.2.1.7.8 et 5.2.1.10 (flèches d'orientation) ne sont pas visibles. Ces marques et étiquettes ne sont obligatoires que lorsque toutes les étiquettes de danger contenues dans un suremballage ne sont pas visibles. Chaque marque et étiquette n'a besoin d'être appliquée qu'une seule fois (5.1.2.1 a)). Les mêmes dispositions s'appliquent dans le cas des colis en quantités limitées et des quantités exceptées (3.4.11 et 3.5.4.3).
- *Piles et batteries au lithium* : Après le 31 décembre 2018 (1.6.1.38), les colis des piles au lithium des Nos. ONU 3090, 3091, 3480 et 3481 préparés conformément à la DS188 doivent porter une nouvelle marque spécifique définie au 5.2.1.9.2, les autres colis doivent porter un nouveau modèle d'étiquette No. 9A défini au 5.2.2.2.2 tandis que d'après le 5.3.1.1.4 la plaque-étiquette correspondante doit être conforme au modèle No. 9 au lieu du No. 9A. D'après le 5.4.1.1.1 c) dans le document de transport doit figurer uni-

quement le numéro de la classe, à savoir 9, au lieu de 9A. Cette nouvelle étiquette a aussi été intégrée dans les consignes écrites du 5.4.3.4 et cette modification jointe à d'autres entre en vigueur dès le 1^{er} juillet 2017.

- On autorise des réductions de taille de la marque spécifique du 5.2.1.9.2 des piles au lithium, des étiquettes sur le col des bouteilles de gaz (NOTA au 5.2.2.2.1.2), des marques pour les matières transportées à chaud du 5.3.3 (100 mm) et des « matière dangereuse pour l'environnement » du 5.3.6.2 (100 mm x 100 mm) sur les conteneur-citernes ou les citernes mobiles n'excédant pas 3 000 litres dont la surface disponible ne suffit pas.
- Si tous les compartiments du conteneur citerne ou de la citerne mobile doivent porter les mêmes plaques-étiquettes, il est possible de ne les apposer qu'une fois de chaque côté et à chaque extrémité (5.3.1.2).
- Pour les autres classes que la classe 1 et 2, les informations requises du 5.4.1.1.1 c) pour les emballages vides peuvent être remplacées par la mention « AVEC RESIDUS [...] » suivie des classe(s) et risque(s) subsidiaire(s) qui correspondent aux différents résidus concernés (5.4.1.1.6.2.1 b)).
- Le transport de la neige carbonique No ONU 1845 n'est pas soumis à l'ADR à l'exception du 5.5.3. Une ventilation et un marquage selon le 5.5.3.6 n'est pas requis excepté dans les cas définis au 5.5.3.3.3 qui distingue les véhicules bien ventilés (« bien ventilé » étant défini dans un NOTA) de ceux où cette ventilation n'est pas possible par construction. Les conditions de marquage du 5.5.3.6.1 ont été redéfinies.

Prescriptions relatives à la construction et aux épreuves que doivent subir les enceintes de rétention (Partie 6)

- « durée de service » et « durée de vie nominale » sont nouvellement définies au 1.2.1 pour les bouteilles à gaz et les tubes composites « UN ». La durée de vie nominale est limitée à 15 ans (Nota 1 du 6.2.2.1.1 et du 6.2.2.1.2). Les conditions permettant de dépasser cette limite sont que le modèle type ait été soumis avec succès à un programme d'épreuves de la durée de service (Nota 2 du 6.2.2.1.1 et du 6.2.2.1.2). Des marquages spécifiques sont prévus dans le cas où le modèle type d'origine ne satisfait pas à ce programme (NOTA 2 du 6.2.2.1.1 ou du 6.2.2.1.2 et 6.2.2.7.4 q) et r)). Ces marquages consistent en des lettres :
 - « FINAL » pour une durée de vie $\leq$ à 15 ans ;
 - « SERVICE » pour une durée de vie $>$ à 15 ans + date après 15 ans du 1^{er} contrôle initial.
 Ces marquages ne s'appliquent pas aux récipients à gaz non « UN » (6.2.3.9.2).
- Le matériau poreux des bouteilles d'acétylène pourra également être construit selon des normes édictées par l'autorité compétente (6.2.1.1.9).
- Pour éviter des contradictions possibles entre les normes et les titres du tableau au 6.8.2.6.1 ces derniers ont été éliminés et remplacés par de nouveaux titres « *Pour la conception et la construction des citernes* » et « *Pour les équipements* ». Des normes nouvelles ont été introduites pour les récipients à gaz « UN » (6.2.2.1.1, 6.2.2.1.2 et 6.2.2.1.3) et « non UN » (6.2.4.1), pour les citernes, équipements et accessoires des citernes GPL (6.8.2.6.1) et leur contrôle (6.8.2.6.2) et pour les équipements cryogéniques (6.8.2.6.1 et 6.8.2.6.2). La norme EN 13634-1:2008 introduite au 6.8.2.6.1 permet l'agrément séparé des soupapes prévu au 6.8.2.3.1. D'autres ont été mises à jour pour les citernes (6.8.2.6.1).
- Des limites en bar.litres ont été introduites au 6.2.6.1.5 pour les récipients de faible capacité contenant des gaz liquéfiés et des gaz comprimés et pour ceux qui sont non-toxiques, non-inflammables la norme EN 16509:2014 est réputée satisfaisante aux prescriptions de la section 6.2.6 (6.2.6.4).
- Le modèle de colis des matières radioactives peut être nouvellement agréé par toute Partie contractante à l'ADR et non uniquement par la première Partie contractante touchée par l'envoi (6.4.22.8 a) et b)).
- La date de fabrication du récipient intérieur du GRV composite peut être différente de celle indiquée de fabrication (6.5.2.1), de réparation (6.5.4.5.3) ou de reconstruction (6.5.2.4) (NOTA 2 au 6.5.2.2.4).
- La possibilité de réduire l'épaisseur des citernes en acier austénitique de capacité ne dépassant pas 5000 l a été prise en compte au 6.8.2.1.21.
- Le « *temps de retenue* » défini au 1.2.1 pour les conteneurs-citernes destinés aux gaz liquéfiés décrit au 6.8.3.4.10 et au 6.8.3.4.11 et calculé selon le 4.3.3.5 doit apparaître sur le marquage ainsi que les pressions initiales associées (6.8.3.5.4). Cette information tient compte des fuites survenues en pratique à cause du fait que cette donnée ne figure pas sur les citernes. L'expéditeur doit indiquer dans le document de transport la date à laquelle le temps de retenue réel expire (5.4.1.2.2. d)). Les conteneurs-citernes s'ils ne satisfont pas à ces exigences pourront être utilisés jusqu'au prochain contrôle périodique (1.6.4.47).
- Les conteneurs pour vrac souples BK3 sont définis au 1.2.1. Les prescriptions pour leur conception et construction et leurs contrôles sont nouvellement au chapitre 6.11. Leur code BK3 est ajouté au 7.3.2.1, leur utilisation est au 7.3.1.10 et leur manutention est introduite au chap. 7.5.

Dispositions concernant les conditions de transport, le chargement, le déchargement et la manutention (Partie 7)

- Au 7.5.2.1, le risque subsidiaire ne doit pas être pris en compte lors du chargement en commun de marchandises de la classe 1 entre elles (Nota 2 nouveau) et il est nouvellement autorisé à la lettre d du tableau 7.5.2.1 entre des explosifs de mine et du nitrate d'ammonium du No ONU 3375.
- Au 7.2.4, V2 1) il est précisé que la limite 7.5.5.2.1 applicable pour un véhicule EX/II s'applique à toute l'unité de transport pour une unité de transport composée de véhicules de catégorie différente (EX/II et EX/III).
- A cause d'un accident lors d'un déchargement d'un conteneur avec des billes de polystyrène qui se sont enflammées et ont explosé, la CV36 a été assignée aux Nos ONU 2211 POLYMÈRES EXPANSIBLES EN GRANULÉS et 3314 MATIÈRE PLASTIQUE POUR MOULAGE mais la marque exigée n'est pas nécessaires si le véhicule ou conteneur est déjà marqué selon la DS965 du code IMDG.

Prescriptions relatives à la construction et l'agrément des véhicules (Partie 9)

- Des lignes directrices pour remplir le certificat d'agrément du 9.1.3.1 peuvent être consultées sur le site Internet (<http://www.unece.org/trans/danger/danger.html>).
- De nouvelles dispositions sont introduites au 9.2.4.3 pour le réservoir de carburant des véhicules. Les réservoirs de carburants liquides doivent être conformes aux dispositions du Règlement ECE No 34. Les véhicules EX/II, EX/III, FL et OX existants équipés de réservoirs non homologués conformément audit règlement pourront encore être utilisés après le 30 juin 2017 (1.6.5.16).
- Sauf dans le cas des véhicules EXII et EXIII, les gaz sont nouvellement autorisés comme carburants et les réservoirs et le moteur (9.2.4.4) doivent se conformer au Règlement ECE No 110 pour le « *Gaz naturel comprimé (GNC)* » (No ONU 1971) et le « *Gaz naturel liquéfié (GNL)* » (No ONU 1972), gaz définis au 1.2.1, et au Règlement ECE No 67 pour le GPL.
- Les véhicules OX ont été éliminés de la réglementation. La visite technique annuelle et le certificat d'agrément conformes au modèle du 9.1.3.5 applicables jusqu'au 31 décembre 2016 pourront encore être appliquées (1.6.5.18, 1.6.5.19 et 1.6.5.20).